

*Questions orales*

Même si le printemps est encore jeune, le ministre a-t-il eu l'occasion de discuter avec ses homologues provinciaux des mesures d'urgence qui pourraient être prises si cette sécheresse persistait?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, à laquelle je puis répondre par l'affirmative. En fait, nous travaillons avec les gouvernements provinciaux de l'ouest du Canada et de nombreuses organisations agricoles depuis mars.

Comme le ministre des Affaires indiennes et du Nord, qui vient de la Saskatchewan, et le député de Moose Jaw l'ont fait remarquer pendant le week-end, nous n'avons pas encore perdu une récolte en avril.

Je profite de l'occasion pour signaler aux agriculteurs de l'Ouest que nous leur avons envoyé une lettre le 20 avril, afin de leur rappeler que la date limite pour l'assurance-récolte est le 30 avril.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE****LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR—LES EFFETS SUR LES EXPORTATIONS**

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Finances. Étant donné qu'Adam Zimmerman, de la Noranda, a dit qu'une hausse d'un cent de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain correspond à une perte de recettes d'environ 15 millions de dollars, et qu'un porte-parole de la Falconbridge a dit que cette même hausse d'un cent du dollar ampute d'environ 7 millions de dollars les recettes annuelles d'exportation de cette société, le ministre est-il d'accord avec le ministre des Finances qui a dit, la semaine dernière, qu'une entrepris qui est incapable de réaliser des bénéfices avec le dollar à son taux actuel a des problèmes?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, le dollar dans lequel le gouvernement a confiance est un dollar plutôt bas qui varie très peu, et non un dollar qui varie constamment entre 95 c. et 1,05 \$, comme il l'a fait entre 1970 et 1984.

● (1500)

**LE PROJET DE LOI AMÉRICAIN—LA MANIPULATION DES TAUX DE CHANGE**

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le projet de loi commercial d'ensemble des États-Unis prévoit que lorsqu'un autre pays «manipule le taux de change de sa devise, le président des États-Unis doit intervenir».

Le ministre peut-il donner à la Chambre la définition de «manipuler»? Cette définition englobe-t-elle, par exemple, ce qu'il vient de dire à propos d'une marge étroite? Nous voudrions connaître la définition de «manipuler» qui permettrait

au gouvernement américain de contrôler notre politique monétaire.

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, il est impossible, à mon avis, de faire croire que le gouvernement américain contrôle notre politique monétaire d'une façon ou d'une autre depuis quatre ans.

**Mlle Nicholson (Trinity):** Là n'est pas la question. C'est ce que dit le projet de loi.

**M. Hockin:** En fait, en appliquant sa politique en matière de taux d'intérêt et en réduisant le déficit durant quatre années consécutives, le gouvernement du Canada a allégé sa demande de capitaux sur les marchés financiers, ce qui a permis de maintenir la vigueur de l'économie et du dollar canadiens.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT****LES PLUIES ACIDES—LA RENCONTRE PROCHAINE DU PREMIER MINISTRE ET DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Celui-ci va aller à Washington plus tard cette semaine s'entretenir avec le président Reagan. Je voudrais savoir où en est le dossier des pluies acides.

Certains journaux ont laissé entendre ces derniers jours que le premier ministre semblait avoir renoncé à convaincre son ami Ronald Reagan de l'aider à réduire les pluies acides au Canada. Je voudrais savoir si les rapports privilégiés entre le premier ministre et M. Reagan n'ont duré que le temps d'esquisser un pas de danse, d'échanger des banalités et de prendre une photo? Qu'en est-il, en fait, maintenant de la question des pluies acides? Est-elle à l'ordre du jour? Demeure-t-elle une priorité pour le gouvernement? Que va-t-il se passer?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les pluies acides sont certes à l'ordre du jour des négociations canado-américaines.

Nous avons accompli des progrès dans ce dossier très important, mais certainement pas autant que nous l'aurions souhaité. Je le reconnais d'emblée au nom de tous les Canadiens.

Mais la vérité, comme le sait mon collègue, c'est que cette responsabilité relève à la fois du gouvernement et du Congrès américains. Les démocrates et les républicains sont fort capables de présenter au Congrès leur propre projet de loi sur ce fléau que représentent les pluies acides. Pendant trois ans et demi, nous avons poursuivi nos instances auprès du gouvernement et du Congrès.

Les plus acides détruisent l'environnement du Canada et des États-Unis sans distinction, et des preuves accablantes démontrent que le Canada et les États-Unis ont indiscutablement intérêt à intervenir immédiatement pour en débarrasser l'atmosphère.